Le traité anglo-néerlandais de 1824

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Les négociations

Le différend sur Singapour était l'une des nombreuses questions qui opposaient la Grande-Bretagne et les Pays-Bas en Asie après les guerres napoléoniennes. Les deux puissances avaient intérêt à un règlement. La Grande-Bretagne voulait en Europe des Pays-Bas stables et amis, rempart contre la France, tandis que les Néerlandais voulaient consolider leur position dans l'archipel et limiter la concurrence britannique. Les négociations, ouvertes en 1820, furent interrompues pendant trois ans et reprirent en 1823.

La position néerlandaise évolua au cours des négociations. Les recherches menées dans les archives néerlandaises ont montré que le négociateur néerlandais, Anton Reinhard Falck, en vint à considérer Singapour comme une monnaie d'échange permettant d'obtenir des concessions ailleurs. Il conclut qu'y renoncer ne constituerait pas une perte réelle pour l'empire néerlandais.[1] La partie britannique était représentée par George Canning, ministre des Affaires étrangères, et Charles Williams-Wynn, la partie néerlandaise par Hendrik Fagel et Falck.[2]

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Le traité fut signé à Londres le 17 mars 1824. Le Royaume-Uni le ratifia le 30 avril 1824 et les Pays-Bas le 2 juin 1824, les instruments de ratification étant échangés le 8 juin 1824.[3]

Le règlement territorial

Le traité régla les questions territoriales par voie d'échange. La Grande-Bretagne céda aux Pays-Bas Fort Marlborough à Bencoolen et toutes ses possessions sur l'île de Sumatra, et s'engagea à n'y établir aucun autre comptoir ni à y conclure de traités. Les Pays-Bas cédèrent à la Grande-Bretagne la ville et le fort de Malacca et s'engagèrent à n'établir aucun comptoir ni à conclure de traités dans la péninsule malaise.[4] Les Pays-Bas retirèrent leur opposition à l'occupation britannique de Singapour. En contrepartie, la Grande-Bretagne accepta le contrôle néerlandais sur l'île de Billiton.[5]

La disposition relative à Singapour, l'article 12 du traité, fit passer l'île dans la sphère britannique sans préciser le fondement juridique de la présence britannique.[6] Les Néerlandais retirèrent leur objection sans reconnaître la validité du traité de 1819. Pour la Compagnie, cela suffisait. La question du titre juridique de l'établissement à l'égard des souverains malais restait à régler sur place, tâche que Crawfurd mena à bien quelques mois plus tard.

Les dispositions commerciales

Le traité contenait aussi des dispositions commerciales qui reflétaient les idées libre-échangistes de l'époque. Les sujets de chaque puissance bénéficiaient du traitement de la nation la plus favorisée dans les territoires de l'autre en Inde britannique, à Ceylan et dans les Indes orientales, à condition de respecter les règlements locaux.[7] Les parties s'engageaient à ne pas fonder de nouveaux établissements sans l'accord du gouvernement européen concerné et à agir de concert contre la piraterie.[8]

La clause sur la piraterie mérite l'attention à la lumière des chapitres précédents. Les peuples de la mer de l'archipel de Riau-Lingga, dont la loyauté avait jadis garanti la sécurité des ports malais, se trouvaient désormais hors de tout ordre politique

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

effectif. Le pillage devint une menace sérieuse pour le commerce de Singapour au cours des décennies suivantes. Dès lors que la répression de la piraterie fut devenue une mission de la marine coloniale, la sécurité des routes maritimes, autrefois un service rendu par les souverains malais par l'intermédiaire des orang laut, devint un bien public fourni par une puissance impériale.

La frontière à travers le monde de Johor-Riau

Le traité délimita officiellement ce qui allait devenir la Malaisie britannique et ce qui allait devenir les Indes orientales néerlandaises, le long d'une ligne devenue une frontière internationale moderne.[9] Celle-ci passait par le détroit de Singapour et séparait la péninsule et Singapour des îles de Riau, divisant l'ancien sultanat de Johor-Riau en une moitié britannique et une moitié néerlandaise. Les sultans rivaux de la querelle de succession de 1812 se retrouvèrent de part et d'autre de la ligne : Hussein sous protection britannique à Singapour, Abdul Rahman sous protection néerlandaise à Riau.

Les conséquences de cette frontière sont encore visibles. Singapour et l'État malaisien de Johor se trouvent d'un côté, la province indonésienne des îles Riau de l'autre. Les relations économiques de part et d'autre du détroit – la fortune indonésienne à Singapour, les zones industrielles de Batam et de Bintan, les flux de personnes et de capitaux – franchissent une ligne tracée à Londres par des diplomates européens. La partie I de cet ouvrage examine ces relations.

Notes

1. Peter Borschberg, « Dutch Objections to British Singapore, 1819–1824: Law, Politics, Commerce and a Diplomatic Misstep », *Journal of Southeast Asian Studies*, vol. 50, n° 4, décembre 2019 (résumé). ↩
2. Wikipedia, « Anglo-Dutch Treaty of 1824 » (consulté en septembre 2026) : négociateurs Hendrik Fagel et Anton Reinhard Falck pour les Pays-Bas, George Canning et Charles Williams-Wynn pour le Royaume-Uni. ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

3. Wikipedia, « Anglo-Dutch Treaty of 1824 » (consulté en septembre 2026) : signé à Londres le 17 mars 1824 ; ratifié par le Royaume-Uni le 30 avril 1824 et par les Pays-Bas le 2 juin 1824 ; ratifications échangées le 8 juin 1824. ↩
4. Wikipedia, « Anglo-Dutch Treaty of 1824 » (consulté en septembre 2026) : la Grande-Bretagne céda « Fort Marlborough in Bencoolen and all British possessions on the island of Sumatra » ; les Pays-Bas cédèrent « the city and fort of Malacca », avec des engagements réciproques de ne pas établir de comptoirs ni conclure de traités. ↩
5. Wikipedia, « Anglo-Dutch Treaty of 1824 » (consulté en septembre 2026) : les Pays-Bas retirèrent leur opposition à l'occupation britannique de Singapour ; la Grande-Bretagne accepta le contrôle néerlandais sur Billiton. ↩
6. Borschberg, « Dutch Objections to British Singapore, 1819–1824 », *Journal of Southeast Asian Studies*, vol. 50, n° 4, décembre 2019 (résumé : transfert de Singapour sous contrôle britannique par l'article 12). ↩
7. Wikipedia, « Anglo-Dutch Treaty of 1824 » (consulté en septembre 2026) : traitement de la nation la plus favorisée en Inde britannique, à Ceylan et dans les Indes orientales pour les sujets qui « obey local regulations ». ↩
8. Wikipedia, « Anglo-Dutch Treaty of 1824 » (consulté en septembre 2026), sur l'interdiction de fonder de nouveaux établissements sans l'accord du gouvernement européen et l'action commune contre la piraterie. ↩
9. Wikipedia, « Anglo-Dutch Treaty of 1824 » (consulté en septembre 2026) : le traité « demarcated British Malaya … from the Dutch East Indies », fixant des limites devenues des frontières internationales modernes. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.